

Communiqué de presse

Paris, 16 octobre 2017

Face à la marchandisation de l'éducation, les acteurs et actrices qui s'impliquent dans la réalisation et la défense du droit à l'éducation se réunissent pour trouver des réponses collectives.

Plus de 80 organisations et représentants étatiques issus de 24 pays francophones se réuniront du 23 au 26 octobre 2017 à l'Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation à Dakar. Faisant le constat alarmant de la rapide croissance des acteurs privés dans l'éducation, elles tenteront d'apporter des réponses propres à préserver le droit à l'éducation gratuite et de qualité dans tous les pays.

Cette mobilisation fait suite à l'Appel de la société civile francophone contre la marchandisation de l'éducation de novembre 2016, qui avait réuni les signatures de plus de 300 organisations. L'implication des acteurs privés dans le secteur de l'éducation et la marchandisation de celle-ci à des fins lucratives, a été questionnée par un réseau d'organisations de la société civile, plusieurs déclarations de l'ONU et les travaux du Rapporteur Spécial de l'ONU sur le droit à l'éducation. L'impact de cette tendance en termes de qualité des contenus éducatifs, de discrimination et d'inégalités sociales en fait un enjeu majeur pour les défenseurs du droit à l'éducation.

La rencontre articulera des exposés théoriques et issus du travail de terrain. La rencontre visera à trouver des réponses collectives, porteuses de sens et d'innovation, face à la marchandisation de l'éducation. La réunion sera également l'occasion pour les acteurs francophones de commenter et d'exprimer leur opinion sur des Principes Directeurs sur les obligations des Etats vis-à-vis des écoles privées, qui sont en cours d'élaboration.

Cette rencontre se déroulera quelques semaines après l'engagement pris par le président français, M. Macron, et le président Sénégalais, M. Sall, à organiser une réunion mondiale sur l'éducation en février 2019 à Dakar. Elle s'inscrit dans un renouveau de la parole des institutions et organisations de la société civile francophone dans les débats internationaux sur l'éducation.

En novembre 2016, l'Organisation Internationale de la Francophonie a reconnu les problèmes inhérents à la marchandisation de l'éducation, et les 57 chefs d'Etats membres de l'organisation se sont engagés dans la Déclaration d'Antananarivo à agir pour renforcer l'éducation publique et réguler le secteur privé de l'éducation. Un réseau informel d'organisation francophone s'est depuis constitué pour faire le suivi de la déclaration et travailler en ce sens avec les Etats. Cette rencontre permettra de développer des axes de travail communs pour les prochaines années.

Les organismes de presse sont conviés à l'Institut de la Francophonie pour l'Éducation et la Formation pour la cérémonie d'ouverture de la rencontre francophone sur la marchandisation et la privatisation de l'éducation.

Pour plus d'informations, n'hésitez pas à contacter :

Cheikh Mbow, Coalition des ONG en Synergie pour la Défense de l'Education Publique (COSYDEP) | cheikhmbow@gmail.com, 00221 77 332 95 36

Samuel Dembele, Réseau Africain pour l'Education pour Tous (ANCEFA) | dembele_sam@hotmail.com, 00226 70 299010

Karini Lefort, Réseau francophone contre la marchandisation de l'éducation | nevendezpasleducation@gmail.com, 0033685873247

Documents clés:

[Appel de la société civile francophone contre la marchandisation de l'éducation](#)

site internet : nevendezpasleducation.org

En partenariat avec

Organisé par l'Initiative